



Lettre d'information n°2

Anticapitalisme

et Révolution

Sommaire :

- Contribution du courant au CPN des 1er et 2 février 2014 *page 1*
- Le NPA et la crise du Front de gauche *page 9*
- Ce que l'affaire Dieudonné nous révèle en termes de tâches *page 12*

Face au «pacte de responsabilité» et à l'alliance Hollande-Gattaz

A partir d'une contribution du courant Anticapitalisme et Révolution, voici la résolution soumise au vote du CPN (Comité Politique National) des 1^{er} et 2 février 2014. Cette résolution a obtenu au moment des votes 36,5% des voix exprimées.

1/ Un gouvernement « PS-Medef »

Le « pacte de responsabilité » porte à un niveau supérieur les attaques du gouvernement contre les salariés et les classes populaires. Après l'ANI, le crédit d'impôt compétitivité et la contre-réforme des retraites, Hollande-Ayrault veulent en finir avec la branche familiale de la sécurité sociale, en offrant aux patrons un cadeau de plus de 30 milliards d'euros par an. Quant aux 65 milliards de nouvelles « économies » annoncées d'ici à 2017, ils se traduiraient par des coupes sombres dans les services publics et une austérité renouvelée contre leurs salariés.

En se ralliant explicitement à la dite « politique de l'offre », Hollande s'est aligné ouvertement sur les orientations néolibérales de la commission européenne, appliquées par tous les gouvernements en Europe. Ses prétentions de mener une politique différente (lutte contre « la finance »...) se sont évaporées. Il l'a confirmé en recevant Peter Hartz, inspirateur des plans qui ont précarisé

et enfoncé dans la misère des millions de travailleurs allemands : c'est bien une politique « à la Schroeder » qu'il entend mener, en liquidant une grande partie des acquis dont la classe ouvrière dispose encore en France. Les « socialistes » au pouvoir ont pour objectif de réaliser, pour le compte du patronat, ce que Sarkozy n'avait pu qu'esquisser.

Gattaz a immédiatement « salué » les annonces gouvernementales, en signalant que le plan de Hollande reprenait exactement la proposition qu'il lui avait « apportée sur un plateau » sous le nom de « pacte de confiance ». Au-delà du contenu précis des mesures à venir, c'est une véritable alliance politique qui a été scellée entre le PS et le Medef. Ceux-ci sont d'accord non seulement sur le fond mais aussi sur la forme : le moyen de faire passer les nouvelles contre-réformes sera d'y associer les organisations syndicales.

Si le PS et le Medef sont désormais les deux principaux soutiens du gouvernement, une troisième force les appuie en effet de manière plus officieuse : les principales directions syndicales. La déclaration commune CFDT-CGT-FSU-UNSA du 14 janvier se place ainsi clairement dans le cadre de l'application du pacte de responsabilité. Il est significatif

qu'elle s'y réfère, comme exemple à suivre, au « pacte pour la Bretagne » qui a répondu à des exigences du patronat de la région sans apporter aucune réponse aux travailleurs en lutte contre les licenciements.

La droite a été déstabilisée par l'accord Hollande-Gattaz qui reprend une grande partie de ses propositions. On a vu les déclarations de ses dirigeants osciller entre un franc soutien (Raffarin, Borloo, Baroin...), le déni et des tentatives de surenchère. Cette situation conforte le Front national, alors que dans le même temps les secteurs les plus radicaux de « la Manif pour tous » (extrême droite catholique et groupes fascistes) occupent la rue, renforcés par les partisans de Dieudonné.

2/ Le phénomène Dieudonné et la politique de Valls

Le développement du racisme accompagne l'offensive de la classe dirigeante. L'affaire Dieudonné est un symptôme de la progression de l'influence de l'extrême-droite dans nos milieux. Comment y répondre ?

Tout d'abord, nous devons expliquer que c'est Hollande et Valls qui nourrissent la montée de l'extrême-droite dans ses différentes composantes. Par leur politique économique et sociale tournée contre les couches populaires, mais aussi par leurs déclarations et mesures racistes (sans-papiers, Roms) et islamophobes. De plus les interdictions de spectacles de Dieudonné le victimisent, en même temps qu'elles constituent des précédents qui pourraient être utilisés demain pour restreindre les libertés démocratiques de ceux qui contestent réellement le système.

Nous devons cependant avoir conscience de l'incapacité actuelle du mouvement ouvrier à défendre les secteurs de la classe ouvrière visés par le racisme, en particulier les musulmans. Cela ouvre un espace à Dieudonné-Soral, qui eux mènent une politique en direction de ceux qu'ils appellent les « Français musulmans d'origine immigrée », dans le but de gagner ce secteur de la classe ouvrière à un projet nationaliste. Ils adoptent

un positionnement prétendument anti-système et anti-islamophobie en cherchant à tourner la colère sociale contre un bouc émissaire : les juifs. De manière parallèle aux amalgames islamophobes (musulmans = intégristes = terroristes), Dieudonné et ses amis nourrissent l'identification entre juifs et sionistes en faisant appel aux préjugés antisémites les plus abjects. Plus largement, c'est tout un milieu d'ultra-droite qui est à l'offensive autour de l'opposition au droit à l'IVG, à la « théorie du genre » et du slogan « Hollande démission ».

Si nous rappelons constamment que patronat et gouvernement sont les premiers responsables de la situation en cherchant à unifier les résistances contre eux, nous devons également aller à contre-courant de l'idéologie antisémite nauséabonde de Dieudonné et consort dans nos milieux. Et cela d'autant plus que cette influence – comme celle de divers groupuscules fascistes – gagne du terrain comme l'a montré en particulier la journée du 26 janvier. Malgré son hétérogénéité, sa réussite doit nous alerter sur les risques de voir l'extrême droite agréger des milieux divers et contribuer à leur radicalisation. La dénonciation de Dieudonné ne doit pas se faire sur un plan moral mais sur un plan de classe (explication de ses liens avec l'extrême droite, démonstration que l'extrême droite sert les intérêts du capital) et anti-impérialiste (lutte contre notre propre impérialisme et son oppression sur les peuples des pays semi-coloniaux, lutte contre l'Etat d'Israël).

Nous menons donc la bataille idéologique contre les diverses variantes de l'extrême droite. Cependant, nous comprenons que sa montée ne sera balayée que par une contre-offensive du monde du travail. C'est en prouvant que la lutte de classes est capable de résoudre les problèmes que se posent les travailleuses et les travailleurs que l'influence de l'extrême droite reculera de manière décisive. C'est en même temps seulement à partir du mouvement ouvrier organisé et d'un front unique pour l'action que les tâches d'auto-défense à l'égard d'une éventuelle

multiplication des attaques de groupes fascistes peuvent être posées de façon quelque peu sérieuse.

Dans notre matériel, dans les médias, il est important de convaincre les travailleurs de la possibilité d'une alternative à la barbarie capitaliste, d'où l'importance d'articuler le combat contre les attaques du gouvernement et la propagande pour une issue socialiste à la crise.

3/ Fissures au Front de gauche

L'accentuation de l'offensive capitaliste endossée explicitement par Hollande engendre des tensions au sein du FdG, entre le PG et le PCF mais aussi au sein de ce dernier. En période électorale, le PCF par son nombre important d'élus a un intérêt direct à préserver ses relations avec le PS et à ne pas s'opposer frontalement à lui. Cela coûte beaucoup moins cher au PG de dénoncer le gouvernement et de prendre position contre la confiance à ce gouvernement, reprenant à son compte au passage l'expression « opposition de gauche au gouvernement ». Une opposition qui se situe cependant sur un terrain strictement électoral et institutionnel, les luttes n'étant qu'accessoires. Selon la déclaration du bureau national du PG en date du 20 janvier, sa matérialisation serait... les listes Front de gauche aux municipales, ainsi que les accords locaux passés avec EELV et même, parfois, le PS !

Les contradictions au sein du FdG proviennent aussi de la nature sociale de sa base militante et de sa direction : les échelons intermédiaires de la bureaucratie syndicale qui forment son ossature militante ont une certaine sensibilité à la pression de son milieu social, frappé par la politique du gouvernement. C'est ce qui pousse le FdG à périodiquement adopter une posture en opposition au gouvernement, et à organiser des manifestations dont l'objectif est de canaliser la colère sociale.

Cependant lorsque que le gouvernement s'est trouvé réellement menacé comme lors de la montée du mouvement en Bretagne, où le risque de contagion au reste du pays était

réel, la direction du Front de Gauche, dont l'intégration à l'appareil d'Etat doit être mise en évidence et dénoncée, est dans son ensemble montée au créneau et a été à la manoeuvre pour protéger le gouvernement contre tout risque de mobilisation populaire.

4/ Faire obstacle au pacte de responsabilité

La bataille pour mettre en échec le pacte de responsabilité sera au centre de notre intervention au cours des mois à venir. Nous devons mener une campagne politique (meetings, affiches, presse du parti, médias) de dénonciation du gouvernement « PS-Medef ». Expliquer à la fois la nature capitaliste de ce gouvernement, la nécessité d'organiser la contre-offensive et celle de rompre avec le « dialogue social » qui n'est que le nom de la collaboration des organisations qui se réclament des travailleurs avec leurs ennemis directs.

Nous travaillons à unir dans l'action toutes les forces – politiques, syndicales, associatives – qui se déclarent opposées au pacte de responsabilité. En même temps, face à la politique des principales directions syndicales, il devient indispensable de développer, à la fois, des oppositions syndicales et l'auto-organisation des salariés en lutte.

Dans les syndicats, nous menons campagne pour le retrait du pacte de responsabilité, contre la participation des organisations syndicales à la « conférence sociale », contre leur projet de négociation du pacte de responsabilité, de même que nous sommes fondamentalement en désaccord avec le programme du PCF visant à moduler les cotisations sociales. Nous y proposons un plan d'action et de mobilisation, par la convocation de réunions publiques, d'assemblées générales d'information sur les décisions gouvernementales. Ce plan d'action devrait être rythmé par une première grande journée de grève nationale préparant une lutte d'ensemble, une grève générale bloquant le fonctionnement de l'économie pour mettre en échec ce pacte. Les journées avancées par différentes confédérations syndicales sont loin de répondre à cette

préoccupation, même si nous devons y participer mais pour y défendre une perspective différente, en rupture avec le dialogue social et en opposition claire avec les déclarations visant à accompagner le pacte de stabilité PS/Medef. Nous défendons ces axes en particulier dans la CGT, mais aussi dans la FSU, en cherchant à unifier les différentes structures et courants oppositionnels. A l'approche de son congrès, nos militants impliqués dans Solidaires, qui se positionne comme « organisation syndicale combative », mènent la bagarre pour qu'une initiative en ce sens soit prise tout en interpellant les autres centrales. Par ailleurs nous réunissons sur les lieux de travail des salariés syndiqués ou non pour informer, dénoncer et préparer la mobilisation contre le pacte de responsabilité.

5/ « Opposition de gauche » ou construction d'un « pôle ouvrier » et populaire

Nous devons tirer les leçons de la mobilisation en Bretagne. La constitution à l'initiative des camarades du NPA d'un « pôle ouvrier » à partir de salariés des entreprises en lutte autour du mot d'ordre d'interdiction des licenciements était plus qu'une simple tactique juste. C'est la preuve qu'une intervention propre des travailleurs sur leurs propres mots d'ordre est possible dans la situation actuelle malgré toutes les difficultés, et que notre parti peut y jouer un rôle significatif.

Si on transpose la démarche à un niveau national, la constitution d'un « pôle ouvrier » autour d'un programme de mesures anticapitalistes clés qui prendrait la tête d'un vaste mouvement contre le gouvernement et le patronat... c'est exactement la politique que nous cherchons à mener. C'est bien à partir du regroupement de travailleurs en lutte qu'une solution politique tangible, opposée à la fois aux solutions nationalistes et à la politique du gouvernement, peut s'esquisser. Ce n'est pas à partir de l'idée d'une « opposition de gauche » qu'une partie des travailleurs les plus combatifs du mouvement ont commencé à s'organiser indépendamment, encore moins à partir de l'idée d'une alliance avec la direction du Front de gauche... Si opposition

il doit y avoir, c'est une opposition au gouvernement qui vienne des travailleurs eux-mêmes, aidés par les révolutionnaires. L'« opposition de gauche », selon les dirigeants du PG, cela ne dit pas quel programme permet de répondre à la crise du capitalisme. Si opposition il doit y avoir, elle est « ouvrière » au sens large : les différents secteurs de la classe ouvrière ne peuvent se mobiliser contre leurs ennemis communs (au lieu de s'opposer les uns aux autres) qu'à partir d'un plan d'urgence anticapitaliste : interdiction des licenciements, aucun contrat précaire, annulation de la dette, régularisation de tous les sans-papiers, etc. Nous lions le combat contre les licenciements à l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et de leur gestion par les travailleurs/ses. « Opposition de gauche » ne dit pas non plus quelle force sociale est capable de s'affronter au gouvernement et de fournir la base d'un autre pouvoir.

Nous ne laissons pas à l'extrême droite nationaliste, raciste et démagogue le monopole du combat contre l'Union européenne : nous nous battons clairement pour en finir avec l'Union européenne soutenue en France par le PS et l'UMP, pour la mise en place d'une Europe socialiste des travailleurs/ses. Enfin, contrairement aux réformistes chauvins du Front de gauche, nous continuons à dénoncer sans relâche l'intervention du gouvernement en Centrafrique et au Mali, la Françafrique en général et toute la politique impérialiste de la France aux intérêts du patronat.

C'est pour cela que la politique menée jusqu'ici d'encourager de façon systématique des listes communes avec les amis de Mélenchon aux élections municipales (en Bretagne ou ailleurs) est une faute politique cardinale. Le slogan de la délégation des Bonnets rouges au meeting de Saint-Malo, « Poutou welcome, Mélenchon go home », a mis en évidence le caractère contre nature de cette alliance. En voulant privilégier les relations avec le Front de gauche, on ne donne pas de perspectives aux travailleurs

qui se mobilisent et on aggrave la confusion politique. Le profil et le programme de la grande majorité des listes unitaires (y compris dans certains cas avec EELV) auxquelles le NPA participe ont une fois de plus permis aux réformistes de peser sur nous plutôt que l'inverse.

Nos campagnes électorales (municipales et européennes) doivent au contraire nous permettre d'élargir nos milieux sympathisants et de recruter de nouveaux membres autour d'une politique de confrontation avec le gouvernement, le patronat. C'est lorsque nous intervenons sur le terrain de la confrontation avec la politique du gouvernement que nous réussissons à polariser les discussions dans des milieux larges, comme l'a prouvé le bon écho des dernières interventions d'Olivier Besancenot dans la presse, ou lorsque Philippe Poutou était publiquement apparu comme celui qui soutenait les travailleurs bretons.

6/ Notre intervention dans les entreprises et les secteurs

Le rassemblement autour des Goodyear de fin janvier n'a pas débouché sur une proposition claire et nette de rassemblement des forces disponibles pour une mobilisation commune contre les licenciements. Mais il a montré qu'un nombre non négligeable de militants et d'équipes syndicales sont en attente de discussions concernant les moyens de se coordonner.

Chercher à regrouper les boîtes qui licencient, défendre l'idée d'une mobilisation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois reste un axe essentiel de notre agitation et de notre activité quotidienne. Nous tentons d'impulser une réunion des équipes militantes prêtes à discuter de l'objectif d'une mobilisation commune contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Ce qui a manqué jusqu'ici, ce ne sont pas les occasions de s'adresser aux travailleurs en ce sens : c'est une politique, qui consisterait à s'adresser à l'ensemble des travailleurs mais aussi à toutes les couches sociales écrasées par la politique gouvernementale, pour appeler à

une mobilisation commune ; une politique qui n'a pas été menée par ceux qui à un moment ou à un autre en ont eue les moyens, comme LO au plus fort de la grève PSA ou la CGT Goodyear quand elle a occupé le centre de l'actualité. Pour ce qui est de Goodyear, malgré la combativité des salariés, la stratégie de la direction de la CGT, axée essentiellement sur une bataille juridique et non pas sur l'auto-organisation ouvrière et la convergence des luttes, n'a pas permis d'éviter la fermeture de l'usine.

Nous devons donc chercher pas à pas à nous donner les moyens de mener cette politique. La première étape, c'est de s'appuyer sur le bilan positif de la rencontre nationale public-privé et donner les moyens à la CILT de recenser les moyens militants dont nous disposons pour mettre en œuvre notre orientation, secteur par secteur. C'est en mettant en relation en permanence notre orientation avec les moyens de la mener sur le terrain, sans pour autant négliger les débats stratégiques nécessaires, que nous pourrions réunifier le parti autour de débats ancrés dans des bilans tirés de l'intervention réelle. Ce travail de centralisation ne pourra que favoriser notre implantation dans les secteurs stratégiques, sans laquelle il est difficile de faire autre chose que commenter les luttes ou au mieux chercher à les influencer de l'extérieur. Nous devons par ailleurs entamer un débat concernant les réponses à donner aux fermetures d'entreprises. Entre les luttes isolées pour des indemnités de licenciement et une lutte généralisée pour l'interdiction des licenciements, les possibilités de développement de la lutte peuvent aussi passer par l'occupation en vue de la réquisition et de la remise en route sous gestion ouvrière.

Dans l'Education nationale, plusieurs mobilisations locales (Landes, 92) ont fait suite aux annonces des Dotations horaires globales. Un mouvement se développe également dans les ESPE (ex-IUFM). Nous cherchons à étendre ces mobilisations géographiquement et vers la jeunesse (lycéens). Les axes revendicatifs essentiels pour les enseignants sont

les questions budgétaires. Les mots d'ordre particuliers au 1^{er} degré restent centrés autour des rythmes scolaires ; dans le 2nd degré, le milieu est d'avantage mobilisé sur la question du statut, qui rejoint sur certains points les préoccupations de leurs collègues du primaire sur la question de l'annualisation du temps de travail ou la mise en cause du cadre du cadre national de l'éducation nationale. Au-delà des mots d'ordre unifiants, nous expliquons également que c'est en additionnant ses propres forces avec celles des différents métiers que chacun a le plus de chance de gagner sur ses propres revendications. En ce sens, nous menons le combat, dans les syndicats, notamment ceux majoritaires de la FSU, et dans les AG de prof-e-s, pour une grève nationale de l'Éducation au retour des vacances d'hiver.

A la SNCF, en attendant les élections professionnelles, les directions syndicales ne se préoccupent pas de préparer l'affrontement contre la future réforme ferroviaire, dont l'adoption est planifiée en juin. Des débrayages locaux en réaction aux agressions de conducteurs ou de contrôleurs montrent que la situation est tendue. Nous argumentons en faveur de la préparation d'une mobilisation nationale du secteur autour du rejet de la réforme ferroviaire, contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires, sans attendre le résultat des élections professionnelles.

A La Poste, une bataille a été menée à l'initiative des militants du NPA et d'autres dans SUD-PTT en faveur d'une journée de grève nationale de l'ensemble du secteur, pour tenter de commencer à surmonter l'émiettement géographique et par métiers des luttes. A la veille d'annonces que la direction du Groupe et le gouvernement veulent fracassantes, la question d'une grève nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour de l'intersyndicale du secteur. Nous militons dans la CGT et dans SUD pour fédérer les luttes locales dispersées, pour tisser des liens entre les métiers et pour que la journée de grève nationale

probable ne soit pas sans lendemain. Nous convoquons là où nous le pouvons des AG de ville, départementales ou régionales de postiers syndiqués ou non pour discuter de ces perspectives.

Dans le secteur automobile, la bataille contre les conséquences des accords de compétitivité se poursuit. A PSA, l'annonce de la fermeture de deux lignes de montage à Mulhouse et Poissy marque une étape supplémentaire dans la guerre déclarée par la direction aux ouvriers et implique des milliers de licenciements. Nous menons une bataille au sein de la CGT pour que celle-ci prépare un véritable plan de lutte, en essayant d'entraîner les autres syndicats et en s'appuyant sur l'acquis des débrayages contre la signature du Pacte Social. Mener jusqu'au bout l'effort pour convaincre les salariés de la nécessité de se battre, appeler à la solidarité dans tous les sites, se coordonner avec les sous-traitants, s'adresser à la population, voilà quelques pistes du chemin à suivre. A Renault, la CGT a attaqué l'Accord de compétitivité devant les tribunaux. Il en résulte la possibilité pour les équipes syndicales CGT de remobiliser les salariés en vue de bloquer l'application de l'accord dans les établissements de fabrication. Ce qui suppose de mener bataille au sein de la CGT pour surmonter l'obstacle que constitue le chantage aux fermetures de sites.

7/ La défense du droit à l'avortement

Parce que le droit à l'IVG est une question qui concerne directement l'ensemble des femmes, les mobilisations actuelles peuvent aider à relancer le mouvement féministe sur des bases de masse. Le succès des manifestations du 1^{er} février (40 000 personnes dans tout la France) le prouve. Par ailleurs, les restrictions en matière du droit à l'avortement pénalisent davantage les femmes travailleuses et des milieux populaires, qui n'auraient pas les moyens de se payer un IVG à l'étranger et seraient contraintes de risquer leurs vies en pratiquant des avortements clandestins. Nous combinons donc la construction d'un mouvement large et unitaire

contre les attaques concernant ce droit fondamental avec un discours de classe. La dimension internationale de la bataille est importante : ce qui se déroule dans l'Etat espagnol influe directement sur le rapport de forces en France et en Europe. Mais il y a aussi une actualité directe dans notre pays, car si Hollande-Ayrault, Touraine et Vallaud-Belkacem se présentent comme de grands défenseurs du droit à l'avortement, ils le mettent en cause dans la pratique par leur politique d'austérité à l'hôpital, ponctuée de fermetures de centres d'IVG. Dans notre intervention de parti, nous combinons donc la solidarité envers le mouvement de l'Etat espagnol, la nécessité d'imposer ou défendre le droit à l'avortement dans toute l'Europe, avec une lutte contre la politique du gouvernement, sur ce terrain-là également.

8/ La bataille de Notre-Dame-des-Landes

Les arrêtés préfectoraux autorisant le début des travaux préparatoires et les déclarations gouvernementales faites dans le même sens donnent une nouvelle urgence à la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. La manifestation du 22 février à Nantes sera un moment important dans cette bataille, qui s'oppose frontalement au gouvernement à travers la personne du Premier ministre, auteur et responsable du projet. Le fait que parmi les nombreux secteurs qui y appellent figurent une partie des Bonnets rouges bretons signifie aussi qu'elle pourrait constituer une étape vers la convergence des luttes. Cela renforce la nécessité pour le NPA d'en faire une échéance centrale de mobilisation.

Le NPA et la crise du Front de gauche

Cette crise vient pour l'essentiel du désaccord entre le PG (et ses alliés) et le PCF à propos des municipales. Elle a pris des allures qui pourraient être pour nous, militants du NPA, surprenantes, si nous n'avions nous-mêmes connu cela ces dernières années...

Mélenchon a traité Pierre Laurent de « tireur dans le dos » puis de « vendeur de Tour Eiffel ». Début janvier, au congrès du « parti de la gauche européenne » (PGE, qui regroupe divers partis d'Europe, PG, PCF, Die Linke, le Bloco portugais, Syriza etc.), à Madrid, le PG a suspendu sa participation à ce cartel pour protester contre la réélection de Pierre Laurent à sa présidence. Martine Billard l'a justifié ainsi : « Nous considérons que le fait que le président du PGE appelle à aller sur la même liste que les sociaux-démocrates, deux mois à peine avant l'élection européenne, brouille le message d'autonomie du PGE, et ce, pas seulement en France. »

Où cette crise peut-elle mener ? Il ne s'agit ni de la réduire à des péripéties politiciennes ou à des purs affrontements d'appareils, ni de prédire hâtivement l'éclatement du Front de gauche... et la radicalisation d'un PG qui se rallierait à la construction d'une « opposition de gauche » ne se limitant pas à une contestation électorale et très

institutionnelle.

Une fracture politique

Mélenchon a posté sur son blog un billet titré « *Municipales : le Front de gauche en piteux état* ». « *Le lâchage du Parti communiste dans la moitié des villes de plus de vingt mille habitants et la volonté de réduire le Front de gauche à une étiquette donnée au plus offrant a rendu notre situation illisible (...). Avec de tels amis, nous n'avons plus besoin d'ennemis. Le Front de gauche est en lambeaux. (...) Le nombre de listes où les communistes ont ralliés les socialistes est trop important pour que nous puissions espérer faire comme s'il s'agissait de retards à l'allumage ou de spécificités locales comme dans le passé. C'est une ligne qui se substitue à une autre. Sans le dire.* »

En fait la crise vient d'assez loin. Le PG souhaite taper dur sur le PS et le gouvernement pour se tailler une existence politique fondée sur le dégoût de leur politique. Le PCF, lui, a 8000 élus – bien plus que toutes les autres composantes du Front de gauche. Ils cogèrent des villes, des départements et des régions avec le PS, et ont bien l'intention de se faire réélire. Ce qui passe par l'alliance avec le PS aux municipales et donc une mise en sourdine des attaques contre le

gouvernement. Le PCF a donc bien plus besoin, comme appareil bureaucratique, d'une attitude à géométrie variable à l'égard du PS. Le PG peut se laisser davantage tenter par la radicalisation verbale et « l'autonomie » électorale.

Or jusque-là, ils avaient trouvé un accord. Aux présidentielles d'avril 2012 le candidat Mélenchon était « *la tempête* », aux législatives le PCF se réservait les candidatures gagnables et le Front de gauche prétendait « *colorer la majorité de gauche* ». Quand même un peu inquiets de l'avenir, les dirigeants des diverses composantes du FdG ont ensuite élaboré un document de synthèse... à la Hollande, vague et lyrique à la fois, sur la « *stratégie du Front de gauche* ».

Mais le congrès du PCF, juste après, il y a un an, tentait d'imposer son compromis à tout le monde : au mieux, le Front de gauche n'était ni dans la majorité ni dans l'opposition (voire « *dans la majorité parlementaire* » sans être « *dans la majorité gouvernementale* » selon le sénateur Pierre Laurent !), une campagne anti-austérité était lancée (sans décoller), les municipales étaient vouées à rester axées sur des enjeux municipaux et les européennes sur des enjeux européens. Le gouvernement devait être critiqué mais pas trop, pour ne pas compromettre l'alliance municipale avec les socialistes. Mélenchon aurait alors en échange le droit de tenir la vedette aux européennes. La « *stratégie du Front de gauche* » pour une « *nouvelle alternative majoritaire à gauche* » devenait la tactique la plus politicienne que l'on puisse imaginer.

C'est ce deal que le PG a finalement refusé. Pour une raison sans doute déterminante : la volonté extraordinairement cynique du PCF de s'allier dès le premier tour avec les socialistes. Le PG a donc constitué avec d'autres des listes indépendantes du PS (au premier tour) dans quelques dizaines de villes, alors que le PCF, lui, présente dans les villes de plus de 20 000 habitants une moitié de listes communes avec le PS et une autre moitié « *Front de gauche* ».

En externe et en interne, le PG présente cette crise comme extrêmement grave. Mélenchon sur son blog : « *Depuis le début de l'offensive "démocrate" en France, le danger est qu'il n'y ait plus de gauche politique dans notre pays, comme c'est le cas en Italie, laboratoire de pointe de la nouvelle orientation du mouvement social-démocrate. C'est cette issue dont nous avons coupé la route avec la création du Front de*

gauche. D'où l'acharnement des solfériniens à le briser par tous les moyens. (...) Ainsi donc, non, il ne s'agit pas d'une « guéguerre » ou d'une « bisbille », comme disent certains commentateurs au front bas. Il n'y a aucun problème de personne au Front de gauche. Personnellement, je n'éprouve ni jalousie ni frustration. Mais il y a un lourd problème d'orientation. C'est un débat stratégique de fond. L'indépendance politique à l'égard du PS est une question fondatrice que n'évacuent pas de simples simagrées sur "la gauche rassemblée" et autres balivernes qui servent de bouée de sauvetage au naufrage des solfériniens. »

A l'entendre, le Front de gauche pourrait même se passer... de sa principale force, le PCF : « *La présence ou non du parti communiste n'est pas l'horizon ultime de l'autonomie ni de l'existence d'une opposition de gauche* ». Raquel Garrido (porte-parole « internationale » du PG) a ainsi décrété la bouderie générale : « *Il n'y aura ni meeting commun Laurent/Mélenchon, ni photo ensemble jusqu'aux municipales. On crée un cordon sanitaire avec ceux qui votent PS et on ne mettra pas la poussière sous le tapis. Se rabi-bocher, c'est apparaître comme des traîtres devant le peuple. »*

Pas de rabibochage en vue, vraiment ?

Evitons de faire des paris sur l'avenir. Mais tout de même... On sait ce que veut le PCF : critiquer le gouvernement d'austérité tout en continuant de cogérer avec toutes les filiales locales du même gouvernement ! A Paris, se rallier à Hidalgo dès le premier tour tout en exigeant « *un Paris moins cher* » (sic : c'est un des slogans du PC parisien !) en échange de 13 conseillers de Paris. Et le PG ? il suffit d'écouter ce que disent ses dirigeants eux-mêmes, sans procès d'intention inutile mais aussi sans se laisser impressionner par leurs rodomontades. Eric Coquerel (secrétaire national du PG), dans une interview à la revue Regards :

« *Le problème : pour la première fois depuis sa création, les partis du FdG abordent une élection nationale sans stratégie commune. Depuis 2009, parfois avec un vocabulaire différent, nous avons toujours été capables de proposer une ligne nationale : l'autonomie au premier tour vis-à-vis du PS, afin que les électeurs puissent choisir entre les lignes qui fracturent la gauche. Cette fois, le PCF, par la voix de son secrétaire général – raison pour laquelle nous l'interpellons nommément*

– assume une stratégie à géométrie variable : une fois avec ses partenaires du FdG, une fois derrière les socialistes. Et ce dans le premier scrutin suivant l'élection de François Hollande, ce qui le "nationalise" évidemment. D'ailleurs, tant dans le texte stratégique du FdG de janvier 2013 que dans le discours final de Pierre au PGE, les élections municipales et européennes sont reliées. Si l'on suivait cette stratégie, et quoi qu'en pensent les intéressés, le FdG serait ramené dans l'orbite du PS. Un cousin critique, bien sûr, mais un cousin quand même. ».

Nous avons souligné : « autonomie au premier tour ». Donc pas au second. Et qu'on entende bien : dans un scrutin à signification « nationale ». Pas la peine pour lui de se cacher derrière des arguties sur le caractère « local » des municipales pour justifier la fusion de second tour avec le PS. S'opposer au PS, mais pas au point de ne plus être dans la « grande famille de la gauche » et se résigner au passage à n'avoir qu'une poignée d'élus.

Les questions de premier et second tour ne résument pas une politique, mais elles en concentrent parfois la vérité. Il y a un vrai désaccord politique au sein du Front de gauche, mais aussi, toujours et encore, de profondes convergences de fond, qui expliquent largement cette ambiguïté calculée à l'égard du pouvoir socialiste (et donc de la bourgeoisie, car faut-il le rappeler, le PS est l'un des deux grands partis de la bourgeoisie française) :

- Le même programme antilibéral, « *L'humain d'abord* », d'un réformisme fade.

- La même révérence envers l'Etat tel qu'il est.

- Le respect complice de « l'indépendance » des bureaucraties syndicales, c'est-à-dire le refus d'engager leurs militants et les gens qu'ils influencent dans une quelconque politique sur le terrain de la lutte de classe, leur refus du coup de tenter d'offrir une quelconque perspective de lutte aux travailleurs, autre que celle des grandes confédérations.

Le PG et le PC ne se sont tout de même pas pacsés il y a cinq ans par hasard ou par malentendu politique !

La divergence sur la posture à adopter à l'égard du PS devrait donc s'atténuer voire s'éteindre au soir du premier tour, quand les uns et les autres appelleront à voter pour la « famille de la gauche », et quand la plupart (en position de le faire) se retrouveront finalement sur les mêmes listes que les socialistes au second tour.

C'est pour préparer ce nécessaire rabibochage que des délégations du PG et du PCF se sont retrouvées le 17 janvier à Paris. Par exemple en réglant... « l'affaire du logo » : le PG et ses alliés utilisent le logo à Paris sur leur liste indépendante du premier tour, et les communistes aussi... sur des matériels communs avec les socialistes (avec photo d'Anne Hidalgo). Le PG (dépositaire légal du logo), après avoir d'ailleurs dit envisager des poursuites judiciaires, propose au PCF de l'utiliser seulement sur le matériel non commun avec le PS. Quant aux européennes, ils se retrouveraient tous ensemble, le PG et le PCF aurait chacun trois têtes de listes, une septième étant accordée à « Ensemble » (regroupement tout neuf des Alternatifs, de la FASE, de la moitié de la GU – l'autre se rallie de fait au PCF avec Piquet –, de la GA, de Convergences et Alternative).

Si le rabibochage a lieu, quel bilan pourrait alors être tiré de cette crise ? Le Front de gauche, à nouveau réuni, pourra continuer de marier la carpe et le lapin, la critique du gouvernement et la prudence politicienne et bureaucratique, ne proposant que des canaux très institutionnels à la colère, au lieu de perspectives de lutte sérieuses. Le PCF aura fait ce qu'il veut de ses positions municipales. Le PG aura tenté d'accroître son existence politique à l'égard du PCF, plus puissant, plus nombreux, plus implanté, en lui taillant des croupières politiques et militantes. Et revoilà la politique politicienne... qui n'était jamais partie.

Quel enjeu pour les révolutionnaires ?

Les positions prises par le PG et ses alliés d'un côté, le PCF de l'autre, ne peuvent pas nous laisser indifférents. D'abord ces positions ne sont évidemment pas équivalentes. Ensuite, pas mal de militants, y compris communistes, sont de toute évidence choqués par l'attitude du PCF, qui éclaire d'une lumière crue la duplicité de ce parti et les intérêts bien tangibles de toute une bureaucratie politique. Des membres du PCF sont d'ailleurs troublés, peut-être (mais ce serait à vérifier !) en rupture avec leur direction. A Paris, 43 % ont voté contre la proposition d'alliance au premier tour avec le PS de la direction. A Lyon la majorité l'a rejetée contre l'avis des élus. Mais on pourrait espérer aussi que cela éclaire pour certains militants l'ambiguïté calculée du projet même du Front de gauche ? En tout cas, l'affrontement laissera des traces.

A nous d'en discuter le plus possible, avant peut-être qu'une « fenêtre » ne se referme, avec le retour d'un Front de gauche plus uni et plus matamore que jamais aux européennes.

Mais quelle attitude de parti ?

C'est une illusion de croire qu'on influence d'autres militants en faisant alliance avec eux, si pour cela on doit le faire en en rabattant sur l'esprit de son propre programme, en s'alignant sur les superstitions et les non-dits habituels du Front de gauche, en s'abstenant de commenter la politique des confédérations syndicales, en constituant des listes qui n'excluent pas de fusionner au second tour avec les socialistes. Même si les militants du NPA disent refuser de le faire pour leur propre compte. C'est malheureusement le cas d'une bonne partie des listes communes du NPA avec le PG et parfois le PCF.

Où sera alors la démonstration politique à l'égard de la population, des travailleurs, ou du milieu militant large ? Les gens sensés jugent d'un film par sa fin, et ils le feront donc en juin : à ce moment-là, selon toute probabilité, une partie du NPA se sera alliée électoralement, au premier tour des municipales, avec des forces qui se seront parfois alliées ensuite aux socialistes au second tour, et qui dès le mois suivant se rabibocheront avec leurs vrais cousins, ceux du PCF, pour faire liste commune aux européennes ! Et la politique nationale du NPA ? Invisible !

Sur ce point, nous, militants du NPA, nous avons peut-être encore des choses à apprendre... de Jean-Luc Mélenchon, qui pose ainsi le problème des politiques « à géométrie variable » :

« Le Front de gauche est notre bien commun. (...) La ligne conductrice de notre action ne peut pas être dans les micmacs d'appareil mais dans l'accompagnement de la situation du pays et des gens vers l'opposition de gauche. (...) Être collés

aux solfériniens est la pire position pour porter un discours d'opposition de gauche crédible aux yeux du grand nombre. On a le droit de ne pas le penser et de croire aux balivernes sur « les politiques locales » qui serait d'un autre ordre que la politique nationale. C'est gravement méconnaître l'intelligence politique des citoyens et les résultats électoraux de ces dernières années. Mais nous n'avons pas le droit (...) de laisser la confusion s'installer et souiller tout le monde » (souligné par nous).

Une ligne nationale. Et à la hauteur de la gravité extrême de la situation. Effectivement ! Alors on ne peut pas s'empêcher de penser que le NPA a loupé un coche. Qu'il n'a pu, ou su, se donner une politique nationale visible et cohérente aux prochaines élections municipales. Celle-ci n'aurait pas consisté à « tenter un coup » ou « faire un pari » en s'alliant partout avec le PG pour aiguïser les contradictions du Front de gauche... quitte à se faire débarquer aux européennes et un peu plus dépouiller de son âme par des politiciens plus malins et surtout plus influents que nous. Mais à présenter le plus possible de listes anticapitalistes indépendantes, sans aucune compromission avec les notables « austéritaires » (comme on dit au PG). Difficile ? Assurément ! Il aurait d'autant plus fallu une volonté, et même un sacré volontarisme, de la direction du parti. Il est urgent de réagir. En affirmant notre point de vue (et notre présence) aux européennes, d'un côté, et de l'autre en proposant aux militants du Front de gauche de construire une opposition populaire et ouvrière sur le terrain de la lutte de classe. C'est une perspective éminemment politique, et pour le coup à rebours du consensus qui règne au sein des dirigeants (et non des militants) du Front de gauche : le refus de faire sauter les verrous du « dialogue social » et de l'inertie des directions syndicales.

Ce que « l'affaire Dieudonné » nous révèle en termes de tâches

Les millions de vues de Dieudonné sur Internet et le développement des idées complottistes dans une partie non négligeable de la jeunesse et de la classe ouvrière sont des symptômes de la perte de boussole dans notre camp social. En 2009, la liste « antisio-

iste » avait réalisé quelques scores élevés dans des villes populaires de région parisienne (la liste n'étant présente que dans la circonscription Île-de-France)¹.

À n'en pas douter, ce fait politique risque de se confirmer et d'empirer dans les mois à venir,

notamment à l'occasion des européennes.

Notre position sur la censure de Dieudonné

Nous n'avons que faire de la liberté d'expression de nos ennemis. Pour autant, nous pensons que l'interdiction n'est ni efficace ni légitime. Illégitime, car ce n'est pas au ministre qui concurrence la droite dans les expulsions de sans-papiers, qui a mis dehors Khatchik, Leonarda et sa famille ou qui explique que les Roms ont vocation à retourner en Roumanie... de donner des leçons d'antiracisme. Nous ne reconnaissons aucune légitimité à l'État bourgeois pour lutter contre les fachos et les racistes. De telles mesures pourraient un jour se retourner contre nous, de la même manière que la loi de 1936 permettant de dissoudre les ligues d'extrême droite (et utilisée l'été dernier suite au meurtre de Clément Méric) est la même qui a permis de dissoudre des organisations révolutionnaires après Mai 68. Inefficace, car en interdisant son spectacle Valls a offert à Dieudonné une formidable publicité. Pire encore, il en a fait un étendard « anti-système ».

Le drôle de parcours de Dieudonné

Engagé en politique depuis les législatives de 1997 (à Dreux où le FN avait obtenu des élus municipaux en 1983) et les régionales de 1998, Dieudonné est à la fin des années 1990 un « compagnon de route » du mouvement social (manifestations pour les sans-papiers, les sans-logis, etc.). Candidat annoncé en 2002, il rassemble dans son mouvement, les « Utopistes », quelques personnalités artistiques avec un programme teinté d'idéalisme gentillet mais aussi d'une vision de la politique confinant au poujadisme².

En 2003, son sketch chez Fogiel montre déjà une certaine désorientation politique, même sous couvert d'ironie ; campant un colon juif indigné de la présence d'un musulman (Jamel Debbouze) sur le plateau, il déclare notamment : « *je me suis converti au judaïsme... sionisme... pour des raisons purement professionnelles... spirituelles* », « *rejoignez l'axe du bien, l'axe américano-sioniste (...) qui vous ouvrira beaucoup de débouchés* », « *Isra-heil* »...³. Six mois plus tard, il figure sur la liste EuroPalestine aux côtés de militants et militantes respectables (et dont beaucoup appelleront à voter NPA aux européennes de 2009), mais déjà soutenue par Alain Soral (qu'il rencontre dans cette période) et comptant quelques futurs acteurs de la liste

« antisioniste ».

Il rompt avec EuroPalestine dès novembre 2004 après avoir fait venir sur scène dans son théâtre de la Main d'or des représentants de Neturei Karta (juifs ultra-orthodoxes antisionistes) et Ginette Hess-Skandrani (qui sera exclue des Verts l'année suivante pour sa proximité avec des négationnistes). En 2005 il se rapproche des conspirationnistes du Réseau Voltaire, des anciens de la Tribu Ka (Noirs séparatistes et antisémites). En novembre 2006, il se rend à la fête du Front national (la « Fête bleu-blanc-rouge ») et y rencontre Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch ; Soral, qui a intégré le FN l'année précédente, s'apprête à en rédiger le programme pour la présidentielle, crée son club de réflexion, « Égalité et réconciliation », et ouvre un local avec Serge Ayoub et l'ancien du GUD Frédéric Chatillon. Soral intègre le comité central du FN en novembre 2007, puis quitte le parti, poussé par Marine Le Pen et Louis Alliot, en 2009⁴.

Il monte alors avec Dieudonné la liste dite « antisioniste » pour les européennes de 2009. Celle-ci rassemble pêle-mêle une « syndicaliste de SUD » (Jocelaine Simon, huitième de la liste), un « ancien de la LCR et des Verts » (Francesco Codemi, neuvième), un « ancien du PCF et du PSU » (Pierre Panet, quinzième)... mais aussi une ancienne du Renouveau français et « cadre du Parti solidaire français » (Émmanuelle Grilli, quatorzième), le président de la Fraternité franco-serbe (Charles-Alban Schepens, dix-neuvième) et un « ancien responsable du Front national de la jeunesse » (Michael Guérin, vingt-et-unième), le tout encadré par Alain Soral (cinquième) et Ginette Hess-Skandrani (sixième)⁵.

Les idées politiques de Dieudonné

Comme le fait remarquer Julien Salingue⁶, le programme de la liste ne contient pas une fois les mots « Israël » et « Palestine ». Dieudonné s'en explique presque dans une interview à Sahar TV (chaîne iranienne à destination de l'étranger) en 2011 :

« *Le sionisme, c'est la recherche de la manipulation et du mensonge, c'est la religion, enfin la religion... c'est une philosophie, on ne sait pas vraiment ce que c'est en réalité, si ce n'est le vice, la perversion et le racisme (...). Le sionisme c'est ce qu'il y a de plus mauvais qu'on a en nous, c'est les instincts les plus bas (...). Le sionisme il veut tout. Il veut à la fois exister en souter-*

rain et à la fois maintenant il veut exister au grand jour. Et dire "regardez, c'est moi, Israël, je suis fort, je suis grand", parce qu'Israël n'est ni plus ni moins que l'expression... émergée de l'iceberg, en dessous c'est toute la planète qui est touchée, qui est infiltrée par cette maladie. »⁷ Ce que Dieudonné désigne par le sionisme ce n'est pas l'idée (que nous combattons) d'un État réservé au « peuple juif », mais celle du « complot juif ».

Pour Dieudonné, les politiciens ne sont pas au service de la France mais d'Israël. Dans une vidéo de novembre 2013, il dénonce l'impérialisme français en Afrique d'une manière toute particulière : « eux [les dirigeants français] ils n'ont rien à foutre de notre gueule, ils en ont rien à foutre de la France, eux ils changent de drapeau comme de chemise, ce sont des Israéliens de toute façon, ils servent les intérêts de leur pays. »⁸

Patriotisme délirant (la Marseillaise est entonnée à tout bout de champ par ses partisans), sexisme et homophobie (en mars 2013, il qualifie le mariage pour tous et toutes de « projet sioniste qui vise à diviser les gens »)... On ne trouve rien d'autre chez Dieudonné qu'une logorrhée réactionnaire et délirante. Quand il parle de la souffrance au travail ou de la pauvreté, c'est pour dénoncer les « maîtres esclavagistes »⁹ qui tiennent le système, la politique, les finances et les médias : toujours un réseau occulte et dont le représentant visible est le CRIF.

Comme Soral, il est partisan du patriotisme économique et du retour à une économie de petits artisanats et commerces... Ce qui ne l'empêche pas d'avoir un petit pactole de côté¹⁰. On peut aussi rappeler que l'un de ses derniers soutiens est venu du footballeur (et homme d'affaires) multimillionnaire Nicolas Anelka.

Que faire

Des milliers de jeunes et de travailleurs voient aujourd'hui Dieudonné comme un opposant à l'ordre établi. Ce succès reflète une situation où les défaites sociales rendent abstraites les idées de solidarité ouvrière et d'émancipation collective. La théorie du complot est une nouvelle forme de pensée mystique. Comme disait Marx à propos de la religion, elle est « tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. »

Si l'ennemi n'est pas le patron qui exploite mais un système occulte, il suffit de contrecarrer son hégémonie à coups de vidéos sur Youtube et de

quenelles.

Les arguments ne manquent pas pour casser cette vision. Vu l'intérêt que suscite Dieudonné, des réunions publiques sur le sujet pourraient attirer du monde et être l'occasion de les diffuser. Mais s'il suffisait d'arguments pour convaincre les opprimés et les exploités de nos idées, la révolution serait déjà faite depuis longtemps. La dénonciation abstraite d'une vision abstraite n'a pas de sens. Nos argumentaires ne seront jamais que les compléments, nécessaires mais pas suffisants, à des démonstrations concrètes. Partout où des franges de la jeunesse et des classes populaires révoltées veulent agir, nous devons être là : lutte sociales ou contre le racisme, l'impérialisme, pour la Palestine... Autant de terrains que Dieudonné et ses amis ont abandonnés. Dans des périodes de luttes ceux-ci comme le FN seront invisibilisés.

¹ 6,35 % à Gennevilliers (contre 6,36 % pour le NPA), 6,03 % à Garges-lès-Gonesse (4,42 % pour le NPA), 5,18 % à Clichy-sous-Bois (NPA : 5,87 %), 4,95 % aux Mureaux (NPA : 5,34 %), 4,94 % à Stains (NPA : 3,64 %), 4,93 % à l'Île-Saint-Denis (NPA : 4,47 %), 4,84 % à Bobigny (NPA : 5,88 %), 4,67 % à Gous-sainville (NPA : 5,39 %), 4,31 % à Aulnay-sous-Bois (NPA : 4,31 %), 4,31 à La Courneuve (NPA : 4,64 %), 4,18 % Saint-Denis (NPA : 7,15 %), 4,09 % à Sevran (NPA : 5,83 %), 4,07 % à Trappes (NPA : 6,36 %)... À Garges, Stains et l'Île-Saint-Denis, Gennevilliers et Aulnay, la liste antisioniste est donc devant ou fait jeu égal avec nous (et devance largement LO) – http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Europeennes/electresult_europeennes_2009/0%28path%29/europeennes_2009/07/07.html

² Deux exemples très intéressants d'interventions télévisées en 2002 : <http://www.youtube.com/watch?v=W88XBFsUcOs> ; <http://www.ina.fr/video/I08246454>

³ http://www.dailymotion.com/video/xroz_dieudonne-fogiel-complet_shortfilms

⁴ Voir La galaxie Dieudonné – Pour en finir avec les impositions, Michel Briganti, André Déchet, Jean-Paul Gauthier, Syllepse, 2011 ; voir aussi <http://www.youtube.com/watch?v=kM-EabXokpl>

⁵ http://fr.metapedia.org/wiki/Liste_antisioniste

⁶ <http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/p/grace-laffaire-dieudonne-on-ne.html>

⁷ http://www.dailymotion.com/video/xl6855_interview-de-dieudonne-mbala-mbala-a-la-tv-iranienne-sahar-1-2_news et http://www.dailymotion.com/video/xl685m_interview-de-dieudonne-mbala-mbala-a-la-tv-iranienne-sahar-2-2_news ; le reste de la vidéo vaut par ailleurs le coup d'œil.

⁸ <http://www.youtube.com/watch?v=cWeDIXbK4SA>

⁹ <http://www.youtube.com/watch?v=q9sYwdkw9ok> (à 13'48)

¹⁰ Ses arriérés d'impôts réglés en novembre dernier s'élevaient à 666 620 euros (<http://www.leparisien.fr/faits-divers/dieudonne-a-fini-par-payer-ses-impots-09-01-2014-3476681.php>).